

7 Jours

Filpac CGT

N° 27 - 19 janvier 2015

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Le 17 février, avec l'Union départementale de Seine Maritime et ses syndicats, la Filpac CGT organise à Rouen une journée pour l'emploi, en défense des salariés de Chapelle Darblay UPM, de Wizernes Arjowiggins et de tous les sites industriels menacés.

Cette journée de grèves et de mobilisations a comme but de construire la solidarité active avec les salariés en lutte, victimes de manœuvres patronales visant à les isoler pour mieux les pousser vers le chômage.

Souffle nouveau, titrait le dernier 7 Jours. La CGT se remet en marche, la Filpac y contribue. C'est la seule réponse possible à ceux qui veulent marginaliser notre syndicalisme de transformation sociale.

Leur « après Charlie », c'est la loi Macron ? Pas question ! Le 26 janvier, Mobilisation !

Le pays entier s'est ouvert au débat, à l'échange, au dialogue, même s'il est rude parfois. C'est bien le peuple de gauche qui est descendu dans la rue dès ce maudit 7 janvier. **Des anciennes fractures, toujours à l'œuvre, apparaissent, plus vives que jamais.** Les jeunes, laissés pour compte à l'avenir incertain et précaire, veulent une place dans une société qui les exclut. **Les habitants des zones de non-droit désertées depuis longtemps par la république sociale et les salariés des entreprises attendent une autre vie que l'austérité, la précarité et la peur du chômage.**

Pourtant, le gouvernement Hollande choisit ce moment pour faire donner son Macon et sa loi pour les patrons en guise de réponse. **S'il voulait pousser les laissés pour compte du libéralisme – et ils sont nombreux – à ce désespoir qu'espère récupérer le Front national, il ne s'y prendrait pas autrement.**

Comment osent-ils tenir un discours républicain les jours tragiques et pratiquer une attaque d'une sauvagerie sans précédent récent contre les droits sociaux et démocratiques de la République ?

Comment Macron peut-il affirmer qu'« il faut donner aux jeunes Français l'envie de devenir milliardaire » (Interview aux Échos du 7 janvier...), quand ces jeunes n'accèdent pas à un emploi digne avant des années de galère, quand ils n'entrent pas dans la trappe à précarité perpétuelle ?

Comment admettre que le pays des pauvres et des salariés sous-payés n'a plus le droit ni au CHSCT, ni aux Prud'hommes, ni à la Médecine du Travail, ni à l'Inspection du travail, ni à la représentation syndicale indépendante du patronat ?

Au carrefour de cette négociation frelatée sur le « *dialogue social* » et la négociation qui se mène en secret entre Macron et une commission spéciale des députés PS UMP **se situe le plan de destruction des outils et droits sociaux de protection des salariés.**

L'ANI de 2013 avait retiré au comité d'entreprise la faculté de contester les dogmes économiques des employeurs, tournés vers les seuls résultats financiers. Cet ANI transformé en loi avait facilité les licenciements, renforcés par la désastreuse loi sur la « *rupture conventionnelle* », arme entre les seules mains des employeurs.

Et maintenant, voyant que le CHSCT demeure l'un des rares outils de protection de la santé et de l'hygiène au travail des salariés, que les Prud'hommes restent une juridiction unique qui déplaît aux patrons et donc à l'Union européenne, que la **représentation syndicale** est un contre-pouvoir face l'absolutisme libéral, le gouvernement veut les détruire. C'est ça, « Je Suis Charlie », pour Hollande, Valls et Macron ?

L'heure du réveil social a sonné. **Les forces sont nombreuses à l'extrême droite qui veulent remplacer la question sociale par la haine raciale.** Ceux qui les nourrissent sont les agents du libéralisme, cette formule glacée de l'égoïsme financier. Macron conduit le bal. Il peut être tragique.

Les syndicats de la Filpac CGT informeront les salariés sur la loi Macron et la négociation frelatée sur le dialogue social. Ils auront à cœur, avec les UD et les Régions CGT, d'assurer la réussite de ce réveil de la mobilisation unitaire contre la loi Macron, le 26 janvier, très souvent unitaire, comme à Paris.